la cgt FINANCES PUBLIQUES

L'ÉCHO DES MISSIONS

N° 7 - OCTOBRE 2026

Vous avez entre les mains « ***l'Écho des missions*** » qui vous raconte ce qui se passe en vrai dans les services de la DGFiP partout sur le territoire



Morbihan : (y)A P(as de) RDV !



Toujours un cran plus loin dans la déshumanisation de notre administration : la DDFiP du Morbihan, après une expérimentation (forcément !) réussie, franchit une étape supplémentaire dans la réduction de l'accueil physique des particuliers. Désormais, les usagers résidant dans ce département se verront proposer uniquement des rendez-vous téléphoniques quand ils solliciteront les services des particuliers depuis leur espace sécurisé dans impots.gouv. Cela concerne les SIP, antennes et Espaces France Service.

Le principe de l'APRDV est inversé. Le point d'entrée unique sera le téléphone et l'agent aura la possibilité, **uniquement dans certains cas** limitativement énumérés, d'accorder un rendez-vous physique. L'accès à un accueil physique sera réservé aux « publics en difficulté » et aux « questions complexes », si l'appel n'a pas permis de résoudre la difficulté rencontrée par la personne.

Bientôt, rencontrer en personne un agent de la DGFiP sera considéré comme un véritable privilège que les anciens se raconteront à la veillée !

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex • www.financespubliques.cgt.fr • dgfip@cgt.fr (: 01.55.82.80.80 • **Suivez-nous sur Instagram ou facebook :** : http://instagram.com @cgt_finances_publiques : @ cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

Vaucluse : l'obsession immobilière, au mépris de l'humain

Le DDFiP actuel vient de France Domaine. Cela explique peut-être sa décision de structurer le maillage territorial du département en fonction de considérations bâtimentaires. Tous les locaux dont la DDFiP est locataire seront abandonnés d'ici 2028 pour concentrer l'ensemble des services dans ceux dont l'État est propriétaire. Dans cette déclinaison du NRP 2, la plus importante de la région PACA, le facteur humain n'est qu'une variable d'ajustement, et encore... Ainsi, deux SGC (Monteux et Vaison La Romaine) créés il y a à peine cinq ans seront regroupés à Carpentras dans une extension du Centre de Contact de Carpentras. La trésorerie hospitalière du Nord du département, créée elle aussi récemment, disparaît pour constituer un service unique avec celle d'Avignon. La disparition de l'antenne d'Apt du SIE de Cavaillon, déjà prévue, sera concrétisée courant 2027, ne laissant dans cette sous-préfecture qu'un SIP d'une dizaine d'agents. Pour combien de temps ? L'antenne Cavaillonaise du SIP d'Avignon ainsi que celle de Carpentras (SIP Nord Vaucluse), transférée également dans les locaux du CCpro, sont préservées, mais uniquement par la volonté de la DG de maintenir une présence en territoires pour les particuliers. C'est le fameux projet « SIP de demain », où certains SIP deviendraient des sortes d'Espaces France Services élargis. Plus fort encore, le DDFiP inverse siège et antenne du « SIE nord 84 », mis en place lors du NRP 1, Orange devenant le siège et Carpentras l'antenne !



Mais quand cette logique immobilière pourrait favoriser les collègues, on se garde bien de l'utiliser. Ainsi les antennes d'Orange du SDIF et du SPFE rejoignent leurs sièges sur Avignon, ou la cité administrative est saturée, laissant un bâtiment domanial à moitié vide. Cherchez l'erreur !

Nos technocrates n'hésitent plus à mettre des dizaines de collègues sur les routes et à bouleverser leurs conditions de vie et de travail. En l'espèce, ce sont plus de cent vingt agents qui, sur trois ans, devront effectuer vingt, trente, parfois cinquante ou soixante kilomètres supplémentaires au quotidien. Le risque routier, la perte de pouvoir d'achat, ça ne les concerne pas. Primes et promotions seront, elles, bien au rendez-vous pour les promoteurs de ce NRP2 !

Des SIP, SIE, SGC, SPF uniques par département ? Bientôt chez vous !



Un seul SIE en Haute Corse, un SIP départemental dans le Lot et Garonne (encore réparti sur quatre sites, mais pour combien de temps ?) ; en Ariège, à l'occasion du NRP2, les organisations syndicales ont appris que les trois SIP, Pamiers, Foix et Saint Girons, n'en feront plus qu'un seul en 2027. Stratégie classique de restructuration : ils installent un « siège » à Foix, avec deux antennes pérennes (traduction en dgfipien = fermées d'ici cinq ans). Dans les Alpes de Haute Provence, la boucle est presque bouclée : seuls les SGC résistent à la départementalisation. Mais on a bien compris que dans la tête des technocrates de Bercy, ils ont été créés pour être ensuite regroupés, voire externalisés.

Alors certes cette évolution concerne encore de petits départements, souvent ruraux, parfois montagneux. Mais agents et usagers doivent faire beaucoup plus de distance pour rejoindre les rares services restant. En outre cela constitue un laboratoire pour une généralisation, qui a déjà eu lieu pour la plupart des SPF et des SDIF.

Seine Saint Denis : la saignée !



Sous doté en services publics, souvent stigmatisé, ce département doté d'une grosse densité de population avec la particularité d'être très jeune, subit de plein fouet la deuxième vague du NRP. Ce ne sont pas moins de quatre SGC qui vont disparaître cinq années à peine après leur création : Tremblay en France, Le Blanc Mesnil, Noisy le Grand et Rosny sous Bois. D'ici 2029, la DDFiP 93 envisage huit restructurations supplémentaires avec notamment la fermeture des SIE de Bobigny et de Neuilly sur Marne, ainsi que du SIP du Raincy. Pour donner une idée de l'ampleur des dégâts, la commune de Bobigny compte 57 000 habitants et 40 agents travaillent dans le SIE. Cela représente la moitié de la population d'une petit département français !

Cette direction est depuis longtemps sous dotée en terme d'emplois et ses caractéristiques, en particulier le cumul d'un fort dynamisme économique et de la présence d'importantes poches de pauvreté, rendent d'autant plus cruciale la présence au plus près de la population du service public fiscal et comptable. La CGT, avec l'intersyndicale, a saisi les député·es du département, qui ont interpellé Amélie Verdier.

Seine Maritime : la DGFIP et l'État au service de la casse du réseau



Le DDFiP du 76 est un bon élève qui suit avec zèle les préconisations de la direction générale en matière d'« adaptation au réseau ». Via les délégations, il a donné un cadrage peu contraignant : chaque directeur propose ainsi une adaptation en fonction d'**enjeux RH** (petits services ou peu attractifs) et de **budget** (densification des locaux, économies de loyers). Quant au calendrier, la DG aurait souhaité «donner de la visibilité à tous les agents » sur plusieurs années. Pour 2028 et 2029, le projet est donc donné à titre exploratoire en lien avec le préfet, qui doit valider les propositions et peut exiger des restructurations plus importantes.

Malgré un NRP1 déjà destructeur, la curée continue jusqu'en 2029. La recette des finances du Havre disparaît au 1/01/2027. Trois SGC vont disparaître par regroupements : Barentin (SGC Yvetot et trésorerie hospitalière de Dieppe), Harfleur (SGC Le Havre) et Maromme-Déville (SGC Rouen). Les deux trésoreries hospitalières de Sotteville-Les-Rouen et de Rouen seront regroupées à la cité administrative de Rouen. Ça, c'est pour 2027. Mais, sous réserve de l'aval du préfet (et peut-être de la situation politique ?), la trésorerie hospitalière de Bolbec sera regroupée avec celle du Havre et l'antenne de Gournay du SGC de Neufchâtel en Bray disparaîtra (2028). Puis le SIE de Bolbec sera regroupé avec celui du Havre, le SIP de Neufchatel en Bray disparaissant, partagé entre ceux de Dieppe et Rouen (2029).

Un travail de sape de notre réseau fiscal et comptable, débuté en 2021, que la DGFiP compte bien poursuivre... jusqu'à disparition ?

Yvelines : Dix ans pour tout péter ?

Après le Nouveau Réseau de Proximité qui avait coûté, à la DDFIP 78, la quasi totalité des trésoreries, la Direction Départementale enclenche la vitesse supérieure !

Au programme :

2027

- Fusion du SGC de Trappes et de Saint Quentin en Yvelines sur le site de Saint Quentin en Yvelines.
- Fusion du SGC de Poissy et Saint-Germain-en-Laye sur le site de Saint Germain en Laye.
- Fusion du SGC de Versailles et de la Paierie Départementale.
- Reformatage complet de Versailles V16 en vue d'accueillir l'ESI et la DISI.
- Suppression des PCE, réorganisés en 1 Pôle Départemental de Contrôle et de Programmation (PDCP) à Mantes la Jolie et 2 cellules d'expertise dans 2 SIE : Saint-Quentin en Yvelines et Saint-Germain en Laye.

2028

- **Fermeture du site des Mureaux :** transfert du SGC des Mureaux à Mantes la Jolie, du SIP des Mureaux dans une autre location, de la trésorerie Hôpital de Rambouillet à Versailles, de la Trésorerie Hôpital de Poissy à Mantes la Jolie et également transfert de la DISI et de l'ESI à Versailles.
- **Fermeture du site de Plaisir :** transfert du SIP de Plaisir à Rambouillet, du SDIF de Rambouillet à Versailles et du SIE de Mantes à Saint Germain en Laye.

2029

- **Fermeture du site de HOUILLES :** Transfert du SIP de Houilles à Versailles, du SGC de Houilles à Saint Germain en Laye et du SIE de Houilles à Versailles.

2030

- Transfert du SIE de Poissy à Saint Quentin en Yvelines. Le site de Poissy sera donc quasiment vidé, pour mettre quoi à la place ? Peut-être l'Officier du Ministère Public (Ordonnateur Amendes).

Il existe 9 sites sur les Yvelines en 2026 et l'objectif est de sacraliser 5 sites d'ici 2030 : Saint-Germain-en-Laye, Saint-Quentin-en-Yvelines, Rambouillet, Versailles et Mantes-la-Jolie. On peut donc parler d'une destruction de 50% du réseau !

Officiellement, toutes ces opérations ont pour objectif de « retrouver des masses critiques » d'agents dans les services rendus exsangues par les suppressions d'emploi. Mais restructurations de services et suppressions d'emplois sont les deux faces d'une même pièce ! Et il ne faut pas se leurrer : les deux se nourrissent.

